



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'artisanat - Association les Nouvelles Grisettes - Convention de partenariat avec la Région Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Guy LAURET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet de création d'un tiers lieu « FabLab Couture » autour des métiers de la couture, de la mode et de l'évènementiel porté par l'association « Les Nouvelles Grisettes de Montpellier » s'appuie sur un collectif de couturiers et créateurs accompagné d'un collectif d'entrepreneurs investis bénévolement. Les Nouvelles Grisettes vont ainsi intégrer un nouveau local de 900 m², pour accueillir l'ensemble de ses activités. Il s'agit de l'ancien bâtiment des Halles Sud de France situé à Pérols, à côté du Parc des expositions.

Les Nouvelles Grisettes s'appuient également sur divers partenaires, avec notamment, pour la partie restauration « Mon Cuisinier ». Il réalisera un espace d'échange et de convivialité autour d'une cuisine centrale permettant d'embaucher des salariés en insertion.

Ce nouvel espace de travail partagé et collaboratif a vocation à être organisé autour de 6 pôles :

- pôle atelier de confection, au service des marques et des créateurs locaux ;
- pôle formation, de la création à la vente en passant par la confection ;
- pôle commercialisation, un grand magasin et sa plateforme digitale ;
- pôle de vie ;
- pôle innovation régionale, le futur du textile et la redynamisation des filières locales ;
- pôle évènementiel.

La Région Occitanie souhaite les soutenir par une subvention d'aide au loyer.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation de la République dite "Loi NOTRe", est venue préciser la compétence d'Aide à l'Immobilier d'Entreprise. Dans le respect de l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités locales, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides à l'immobilier. Les régions peuvent cependant participer au financement des aides et des régimes d'aides ci-dessus mentionnés par convention.

Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de conventionner avec la Région Occitanie dans le cadre de cette demande d'aide afin de préciser les conditions de financement.

Il est donc soumis à la Métropole la possibilité de participer financièrement à hauteur de 2 500 €/an sur trois ans dans le cadre de l'Aide à l'Immobilier.

Il est également proposé à la Métropole de soutenir ce projet par l'intermédiaire d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 15 000 € sur 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la Région Occitanie relative au projet des Nouvelles Grisettes de Montpellier ;
- d'approuver la participation financière de la Métropole à hauteur de 22 500 € sur trois ans dont 17 500 € au titre de l'année 2021 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156936-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe - plan de cofinancement
- Convention cofinancement 3M - REGION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.